



Conseil économique et social

Distr. : Limitée
24 mai 2011

Français
Original : Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante-septième session

Bangkok, 19-25 mai 2011

Point 4 de l'ordre du jour

Questions relatives à la gestion

Projet de résolution

Auteur : États-Unis d'Amérique

Coauteur : Australie

Coopération entre la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et les autres organismes des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales qui desservent l'Asie et le Pacifique

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant la résolution 1998/46 du Conseil économique et social sur les mesures supplémentaires pour la restructuration et la revitalisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes,

Rappelant aussi la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies,

Rappelant en outre les résolutions de la Commission 64/1 sur la restructuration de l'appareil de conférence de la Commission et 66/15 sur le renforcement de la fonction d'évaluation du secrétariat de la Commission,

Reconnaissant le travail utile des Nations Unies, spécialement du secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et de leurs partenaires dans la région de l'Asie et du Pacifique,

Réaffirmant son rôle de principal centre d'échanges sur le développement économique et social en Asie et dans le Pacifique au sein du système des Nations Unies pour : a) promouvoir le développement économique et social par la coopération et l'intégration régionales et sous-régionales ; b) continuer de contribuer à la formulation et à la promotion des activités et des projets d'aide au

développement correspondant aux besoins et aux priorités de la région ; c) contribuer aux processus décisionnels mondiaux ; d) participer à l'application des décisions pertinentes sur la politique générale et les programmes prises par les organismes des Nations Unies,

Consciente de l'environnement économique actuel qui touche la plupart de l'Asie et du Pacifique et rappelant le document final du Sommet mondial de 2005¹ qui déclare que les organes des Nations Unies devraient établir une bonne coopération et une bonne coordination dans leur effort commun pour renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies,

Notant l'importance d'un système multilatéral ouvert, transparent et efficace, affirmée par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/94 sur les Nations Unies et la gouvernance mondiale,

Consciente qu'il est essentiel que les ressources existantes limitées de la Commission soient ciblées suivant le critère du plus grand besoin et en droite ligne avec les buts et priorités du destinataire, y compris la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement à l'échéance de 2015, en veillant à ce que le système des Nations Unies soit aussi efficace que possible,

Prenant note des efforts accomplis dans le sens de la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies, décrits dans la résolution 62/277 de l'Assemblée générale, y compris les initiatives visant à améliorer l'efficacité du système de développement des Nations Unies,

Rappelant la résolution 64/289 de l'Assemblée générale, en particulier son paragraphe 22 où l'Assemblée a pris acte des efforts faits par les pays développés pour consacrer davantage de ressources au développement, y compris les engagements pris par certains d'entre eux d'augmenter l'aide publique au développement, et a demandé que toutes les promesses faites dans ce domaine soient honorées, notamment l'engagement pris par beaucoup de pays développés de consacrer 0,7 pour cent de leur revenu national brut à l'aide publique au développement d'ici à 2015, dont au moins 0,5 pour cent d'ici à 2010, et d'affecter une part de 0,15 à 0,20 pour cent de ce même revenu aux pays les moins avancés,

1. *Encourage* les États membres qui n'ont pas encore agi dans ce sens à faire des efforts concrets conformément à leurs engagements décrits au paragraphe 22 de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale ;

2. *Invite* les États membres à fournir des contributions extrabudgétaires si des ressources supplémentaires sont nécessaires pour appliquer la présente résolution ;

3. *Prie* la Secrétaire exécutive :

a) D'apprécier la manière dont le secrétariat exerce son mandat et coordonne ses activités avec les organisations régionales et sous-régionales qui opèrent en Asie et dans le Pacifique et de décrire le fonctionnement, le processus de décision et les résultats du mécanisme régional de coordination, notamment la manière dont le secrétariat exploite les synergies et autres sources de gains d'efficacité, qui pourrait servir de modèle pour la coordination ;

¹ Voir la résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

b) De tenir des consultations avec les États membres, notamment avec le Comité des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission, et de présenter les résultats à la Commission dans le cadre des rapports biennaux sur les activités d'évaluation du secrétariat, à compter de la soixante-huitième session de la Commission et dans les rapports biennaux ultérieurs.
